COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Rapport financier semestriel 2024



États financiers intermédiaires résumés

au 30 juin 2024 (Non audités)

https://coebank.org/

SOMMAIRE

Revue 2
ÉTATS FINANCIERS 4
À propos de la CEB 4
Secteurs d'intervention 4
Bilan 5
Compte de résultat 6
État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 7
État de variations des capitaux propres 7
Tableau des flux de trésorerie 8
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS 9
NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la Banque 9
NOTE B - Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB 10
NOTE C - Actifs et passifs financiers 12
NOTE D - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti 13
NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre 15
NOTE F - Capital 16
NOTE G - Marge d'intérêts 17

Revue

L'activité de prêt de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (la CEB ou la Banque) s'est maintenue à un rythme soutenu au premier semestre de 2024, conformément à ses lignes directrices, telles que définies dans le Cadre Stratégique 2023-2027. En outre, suite à l'adhésion de l'Ukraine à la CEB en tant que 43ème État membre en juin 2023, la Banque a déjà approuvé deux projets dans le pays et prévoit de commencer les décaissements à l'Ukraine au troisième trimestre 2024, dans les limites des montants définis dans le Cadre Stratégique 2023-2027.

Compte de résultat

Le résultat net de la Banque a atteint 67,1 millions d'euros au 30 juin 2024, soit une hausse de 22,9% par rapport au premier semestre 2023. Le résultat de base, qui représente le résultat net hors valorisation des instruments financiers et le coût du risque, a atteint 63,4 millions d'euros au 30 juin 2024, soit une augmentation de 16,9% par rapport au premier semestre 2023, s'inscrivant ainsi dans une tendance positive. Le principal moteur de cette tendance a été l'évolution positive de la marge d'intérêt de la Banque de 11,5 millions d'euros. Cette évolution est le résultat d'un revenu plus élevé issu des titres au coût amorti et de la gestion active des positions de liquidité et de taux d'intérêt.

Les deux éléments en dehors du résultat de base (valorisation des instruments financiers et coût du risque), présentent une évolution positive au premier semestre 2024 par rapport à leur évolution volatile mais compensatoire au premier semestre 2023.

L'évaluation des instruments financiers reste volatile et a enregistré un impact positif sur le compte de résultat au 30 juin 2024 (3,6 millions d'euros, comparé à sa contribution négative pour de la même période en 2023 (- 4,5 millions d'euros). Cette évolution résulte principalement d'une augmentation des taux en euros sur les durées moyennes (40 jusqu'à 50 pb pour les échéances entre 2 et 10 ans) et d'un léger élargissement de l'écart de base de 3M vs 6M en euros. En ce qui concerne le coût du risque, le compte de résultat a enregistré un impact positif à fin juin 2024 (0,1 million d'euros) et à fin juin 2023 (4,9 millions d'euros) montrant ainsi une diminution du provisionnement pour le risque de crédit requis par les normes comptables internationales *(International Financial Reporting Standards - IFRS)*, en raison de l'amélioration des probabilités de défaut et des scénarios macroéconomiques. La CEB n'a enregistré aucun défaut ni retard de paiement d'une de ses contreparties.

Les frais généraux d'exploitation du premier semestre 2024 ont augmenté de 7,2% par rapport à la même période en 2023, principalement en raison de l'augmentation du coût du service actuariel relatif aux engagements postérieurs à l'emploi ainsi qu'à l'augmentation des dépenses budgétaires respectant les limites du cadre budgétaire et en ligne avec l'activité de la Banque. Enfin, le coefficient d'exploitation ajusté s'est amélioré, atteignant 31,9% à fin juin 2024, contre 33,9% à fin juin 2023, en raison de l'évolution positive de la marge d'intérêt supérieure à l'augmentation modérée des charges générales d'exploitation.

Bilan

Le total du bilan a atteint 38,9 milliards d'euros à la fin du mois de juin 2024, ce qui représente une augmentation de 13,1% par rapport au 31 décembre 2023 (34,4 milliards d'euros). Le principal facteur a été l'activité cyclique habituelle du financement au cours de l'année qui se produit au début de l'année. L'expansion se traduit par une augmentation des liquidités à l'actif du bilan, financée par l'augmentation des emprunts au passif.

L'encours des prêts est en hausse de 2,3% par rapport à la fin de l'année 2023 et de 10,9% par rapport à juin 2023, reflétant l'activité soutenue observée sur un an.

La valorisation des dérivés, reflétant la juste valeur positive à l'actif, a atteint 2,0 milliards d'euros au 30 juin 2024, en baisse par rapport aux 2,1 milliards d'euros au 31 décembre 2023. Parallèlement, la juste valeur négative des dérivés enregistrée au passif s'élevait à 2,1 milliards d'euros au 30 juin 2024, stable par rapport à fin 2023.

Les capitaux propres se sont élevés à 4 540,8 millions d'euros au 30 juin 2024 (31 décembre 2023 : 3 519,1 millions d'euros), soit une augmentation de 29,0% principalement dû au capital appelé (1,0 milliard d'euros) suite à l'augmentation du capital de la Banque, au résultat net pour le premier semestre 2024 (67,1 millions d'euros), en prenant compte l'affectation du résultat net de 2023 au Compte de dividendes sociaux (-15,0 millions d'euros) et à l'*Ukraine Solidarity Fund* (-5,0 millions d'euros) et à la variation négative des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres (-28,7 millions d'euros).

Au 30 juin 2024, les nouveaux projets approuvés et les prêts décaissés de la Banque s'élevaient à 2,7 milliards d'euros et 1,4 milliard d'euros respectivement. À la même date, le stock de projets approuvés en attente de financement s'élevait à 10,3 milliards d'euros (31 décembre 2023 : 9,3 milliards d'euros), dont 50,8% pour les Pays du Groupe Cible en Europe centrale, orientale et du Sud-Est.

L'encours nominal des prêts est resté stable à 22,0 milliards d'euros au 30 juin 2024 par rapport 21,5 milliards d'euros à fin 2023. En incluant les intérêts courus et les ajustements de valeur liés à la couverture, les prêts à la juste valeur au bilan se sont élevés à 21,0 milliards d'euros (31 décembre 2023 : 20,6 milliards d'euros).

L'encours nominal de la dette représentée par un titre, y compris les obligations et les emprunts à court terme (*Euro Commercial Paper*), s'est élevé à 32,7 milliards d'euros au 30 juin 2024 (31 décembre 2023 : 28,9 milliards d'euros). Au cours du premier semestre 2024, la Banque a émis de nouvelles obligations pour un montant nominal de 6,0 milliards d'euros. En incluant les intérêts courus et les ajustements d'évaluation IFRS liés aux obligations couvertes émises, l'encours de ces obligations, qui soutiennent les opérations de la Banque, s'est élevé à 29,9 milliards d'euros au 30 juin 2024, contre 27,9 milliards d'euros à fin décembre 2023.

Tous les Ratios d'Appétence pour le Risque sont restés dans les limites approuvées tout au long de la période.

Chiffres clés du premier semestre 2024

En millions d'euros

	30/06/2024	30/06/2023	31/12/2023
Projets approuvés	2 696	2 230	4 106
Stock de projets	10 274	10 388	9 251
Prêts décaissés	1 446	935	3 715
Encours de prêts	22 030	19 870	21 530
Emprunts obligataires émis	6 045	5 255	6 913
Encours de la dette représentée par un titre	32 750	30 594	28 865
Résultat net	67	55	109
Capitaux propres	4 541	3 459	3 519
Fonds propres	12 045	8 414	8 474
Total de l'actif	38 921	35 699	34 418

ÉTATS FINANCIERS

À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une banque multilatérale de développement dotée d'un mandat exclusivement social par ses 43 États membres. La CEB finance des investissements dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et le logement abordable, en mettant l'accent sur les besoins des personnes vulnérables. Parmi ses emprunteurs figurent les gouvernements, les autorités locales et régionales, les banques publiques et privées, les organisations à but non lucratif et d'autres acteurs. En tant que banque multilatérale bénéficiant d'une notation triple-A, la CEB se finance sur les marchés internationaux des capitaux. Elle approuve les projets selon des critères sociaux, environnementaux et de gouvernance stricts et fournit une assistance technique. En outre, la CEB reçoit des fonds de donateurs pour compléter ses activités.

La CEB a été créée à l'origine en 1956 en tant que fonds de réétablissement par huit des 15 États membres qui composaient alors le Conseil de l'Europe. La CEB est la plus ancienne banque multilatérale de développement d'Europe et est juridiquement et financièrement distincte du Conseil de l'Europe.

Pour en savoir plus sur la CEB, visitez

coebank.org/fr/about

Secteurs d'intervention

La CEB contribue à la mise en œuvre de projets d'investissement à caractère social en faveur de la cohésion sociale et en prêtant une attention particulière aux personnes vulnérables. Conformément à la Résolution 1646 (2022) du Conseil d'administration, le nouveau Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB met à jour les lignes d'action de la Banque comme suit :

- Investir dans les personnes et renforcer le capital humain
- Promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients
- Soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière

Ces lignes d'action reflètent le contexte opérationnel de la CEB et les besoins actuels et prévus de ses pays membres.

Chacun des domaines d'intervention de la CEB découle de ses lignes d'action déclarées et est défini par des critères d'éligibilité clairs et détaillés. Les domaines d'intervention de la CEB au 1er janvier 2023 sont : Santé et médico-social (*) ; Éducation et formation professionnelle (*) ; Infrastructures administratives et judiciaires ; Protection et réhabilitation du patrimoine historique et culturel ; Logements sociaux et abordables (*) ; Développement urbain, rural et régional (*) ; Catastrophes naturelles ou écologiques ; Protection de l'environnement ; Financement des TPE-PME (*) et Microfinance (*).

Tout en maintenant son engagement dans ses principaux domaines d'intervention, la CEB a identifié plusieurs "secteurs prioritaires" afin d'améliorer la sélectivité de projets et d'affecter ses ressources là où elles peuvent contribuer le plus à la poursuite de ses objectifs fondamentaux. Bien qu'ils ne soient pas répertoriés comme des secteurs distincts, la CEB identifie également trois thèmes transversaux qui interagissent avec ses principaux secteurs d'activité, à savoir : (i) l'action climatique, (ii) l'égalité des genres, et (iii) la digitalisation.

(*) Indique un "secteur prioritaire"

Bilan

Au 30 juin 2024 (non audité) et au 31 décembre 2023 (audité)

En milliers d'euros

	Notes	30/06/2024	31/12/2023
Actif			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales		1 161 934	1 034 117
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		309 887	227 801
Instruments financiers dérivés de couverture		1 654 553	1 832 305
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	D	3 106 982	2 908 530
Actifs financiers au coût amorti	D		
Prêts		20 977 538	20 577 014
Autres créances		8 017 073	5 377 571
Titres de dette		2 287 971	1 796 929
Immobilisations corporelles et incorporelles		59 213	56 843
Autres actifs		1 345 859	607 314
Total de l'actif		**38 921 010**	**34 418 424**
Passif			
Dettes			
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		208 142	349 156
Instruments financiers dérivés de couverture		1 930 659	1 762 881
Passifs financiers au coût amorti	E		
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		60 125	45 690
Dettes représentées par un titre		31 391 917	27 893 606
Autres passifs		429 415	508 830
Compte de dividendes sociaux		50 278	35 747
Provisions		309 649	303 396
Total dettes		**34 380 185**	**30 899 306**
Capitaux propres			
Capital	F		
Souscrit		9 132 223	5 579 046
Non appelé		(7 504 531)	(4 954 771)
Appelé		1 627 692	624 275
Réserve générale		2 875 299	2 786 051
Résultat net		67 072	109 248
Total capital, réserve générale et résultat net		4 570 063	3 519 574
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(29 238)	(456)
Total capitaux propres		**4 540 825**	**3 519 118**
Total du passif		**38 921 010**	**34 418 424**

Compte de résultat

Du premier semestre 2024 (non audité) et du premier semestre 2023 (non audité)

En milliers d'euros

	Notes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés		738 176	508 666
Prêts et autres créances au coût amorti		638 633	433 505
Titres de dette au coût amorti		31 408	24 914
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		68 135	50 247
Intérêts et charges assimilées		(644 072)	(426 036)
Dettes représentées par un titre au coût amorti		(628 272)	(410 453)
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle au coût amorti		(10 242)	(10 358)
Autres intérêts et charges assimilées		(5 558)	(5 225)
Marge d'intérêts	G	**94 104**	**82 630**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		3 570	(4 480)
Gains nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		30	268
Commissions (produits)		155	167
Commissions (charges)		(1 037)	(1 003)
Produit net bancaire		**96 822**	**77 582**
Charges générales d'exploitation		(26 807)	(24 405)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles		(3 087)	(3 474)
Résultat brut d'exploitation		**66 928**	**49 703**
Coût du risque		144	4 890
Résultat net		**67 072**	**54 593**

État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Du premier semestre 2024 (non audité) et du premier semestre 2023 (non audité)

En milliers d'euros

	2024	2023
Résultat net	**67 072**	**54 593**
Éléments pouvant être rapportés au compte de résultat	(28 782)	(9 464)
Variations de valeur des titres de dette à la juste valeur par capitaux propres	(12 930)	4 726
Variations de valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(15 852)	(14 190)
Éléments ne pouvant être rapportés au compte de résultat		(23 300)
Variations des écarts actuariels liés au régime de pension		(23 877)
Variations des écarts actuariels liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi		577
Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**(28 782)**	**(32 764)**
Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**38 290**	**21 829**

État de variations des capitaux propres

Du premier semestre 2024 (non audité) et du premier semestre 2023 (non audité)

En milliers d'euros

	Capital et réserves			Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
	Capital appelé	Réserves et résultats	Total	Titres de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments financiers dérivés de couverture	Écarts actuariels	Instruments de capitaux propres	Total	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2022	612 964	2 802 362	**3 415 326**	9 235	26 521	(9 664)	957	**27 049**	**3 442 375**
Augmentation du capital	11 311		11 311						11 311
Réserves		(11 311)	(11 311)						(11 311)
Affectation du résultat de l'exercice 2022		(5 000)	(5 000)						(5 000)
Résultat net		54 593	54 593						54 593
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				4 726	(14 190)	(23 300)		(32 764)	(32 764)
Capitaux propres au 30 juin 2023	624 275	2 840 644	**3 464 919**	13 961	12 331	(32 964)	957	**(5 715)**	**3 459 204**
Résultat net		54 655	54 655						54 655
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				(8 197)	28 634	(15 178)		5 259	5 259
Capitaux propres au 31 décembre 2023	624 275	2 895 299	**3 519 574**	5 764	40 965	(48 142)	957	**(456)**	**3 519 118**
Augmentation du capital	1 003 417		1 003 417						1 003 417
Affectation du résultat de l'exercice 2023		(20 000)	(20 000)						(20 000)
Résultat net		67 072	67 072						67 072
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				(12 930)	(15 852)			(28 782)	(28 782)
Capitaux propres au 30 juin 2024	1 627 692	2 942 371	**4 570 063**	(7 166)	25 113	(48 142)	957	**(29 238)**	**4 540 825**

Tableau des flux de trésorerie

Relatif au premier semestre 2024 (non audité) et au premier semestre 2023 (non audité)

En milliers d'euros

	2024	2023
Résultat net	67 072	54 594
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 087	3 474
Dotations aux provisions	(141)	(4 879)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	(507)	3 750
Variation des intérêts à recevoir	30 688	(152 549)
Variation des intérêts à payer	(33 550)	149 848
Autres mouvements non monétaires	5 058	11 913
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat	4 635	11 556
Encaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	2 361 559	1 950 075
Décaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	(8 228 065)	(5 029 419)
Encaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 910 703	2 308 605
Décaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(3 059 638)	(4 049 034)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(33 218)	(11 800)
Flux net des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(6 048 659)	(4 831 573)
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)	**(5 976 952)**	**(4 765 423)**
Encaissements liés aux titres de dette au coût amorti	90 000	65 000
Décaissements liés aux titres au coût amorti	(573 668)	(226 165)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(5 744)	(1 978)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)	**(489 412)**	**(163 143)**
Flux de trésorerie provenant de ou à destination des États membres	214 779	8 968
Emissions de dettes représentées par un titre	9 055 761	8 117 343
Remboursements de dettes représentées par un titre	(5 439 724)	(3 634 025)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	**3 830 816**	**4 492 286**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (d)	**(1 693)**	**(65 312)**
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)+(d)	**(2 637 241)**	**(501 593)**
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	**4 967 031**	**4 379 623**
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	1 034 428	1 150 631
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	3 932 603	3 228 992
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	**2 329 790**	**3 878 031**
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	1 162 210	1 149 703
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	1 167 580	2 728 328
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	**(2 637 241)**	**(501 593)**

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la CEB

Référentiel comptable

Les comptes individuels de la CEB sont établis conformément aux normes IFRS telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne (UE).

Les états financiers individuels intermédiaires résumés de la CEB au 30 juin 2024 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire" et doivent être lus conjointement avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (disponible sur le site internet de la Banque www.coebank.org).

Les résultats semestriels présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats de la Banque de l'exercice concerné.

Les états financiers semestriels ne sont pas audités.

Normes comptables applicables

La Banque n'a pas appliqué de nouvelles normes comptables, amendements et interprétations adoptés par l'UE pour lesquelles l'application au 30 juin 2024 est optionnelle.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board*) et l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV) ont recommandé le renforcement des indices des taux interbancaires (IBOR) et leur éventuel remplacement par des taux sans risques (RFR) basés sur les taux à un jour et les transactions réelles.

La Banque a pris des mesures pour mettre en œuvre la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt en passant de l'indice LIBOR (*London interbank offered rate*) aux RFR respectifs, conformément aux pratiques du marché.

NOTE B - Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB

En tant que BMD, la CEB n'est pas assujettie au cadre réglementaire de ses États membres, aux recommandations du Comité de Bâle ou aux directives et règlements de l'UE pour la supervision bancaire. Néanmoins, la politique de la Banque consiste à suivre les meilleures pratiques bancaires en apportant tous les ajustements nécessaires dus à son statut de BMD. La CEB se réfère également à des indicateurs utilisés par les agences de notation de crédit. Ainsi, la Banque a établi un ensemble de ratios et indicateurs dans son Cadre d'Appétence pour le Risque afin d'évaluer et contrôler les risques de ses activités.

Les ratios et indicateurs sont organisés autour de cinq axes principaux : capital, levier, liquidité, risques de marché et risque de crédit dans l'activité Finance.

Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB	30/06/2024	30/06/2023	31/12/2023	Limite
Capital				
Ratio d'adéquation des Fonds Propres	26,7%	28,3%	29,0%	> 10,5%
Ratio de "Gearing"	1,82	2,36	2,54	< 2,5
Levier				
Ratio de levier	9,4%	9,2%	9,7%	> 7%
Ratio des actifs de trésorerie	3,92	4,16	3,24	< 5
Liquidité				
Horizon de survie	23	19	17	> 12 mois
Ratio de couverture des liquidités - LCR	949%	547%	378%	> 100%
Ratio de financement stable net - NSFR	144%	139%	136%	> 100%
Risques de marchés				
Risque de taux d'intérêt : Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres	-11,3%	-10,9%	-11,5%	> -20%
Risque de change : Positions nettes ouvertes en devises	< €1,0 M	< €1,0 M	< €1,0 M	< € 1,0 M
Risque de crédit dans l'activité Finances				
Notations de crédit interne minimale	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0

Capital

- Le **Ratio d'Adéquation des Fonds Propres** est le rapport entre le capital prudentiel (E_P)[1] et le total des Actifs pondérés par les risques *(RWA)*. La banque applique l'approche standard du Pilier I, où les RWA sont calculés en utilisant les facteurs de pondération des risques selon le type de contrepartie et de la notation (l'approche de la deuxième meilleure note parmi celles indiquées par les agences de notation externes).

  La Banque surveille ce ratio pour s'assurer qu'elle détient suffisamment de capital pour absorber les pertes inattendues liées à ses opérations et résultant des risques de crédit, de marché et opérationnels.

  Bien que le plancher du Cadre d'Appétence pour le Risque de ce ratio soit 10,5%, la Banque vise à maintenir un ratio supérieur à 20% pour garantir le maintien des fondamentaux financiers de premier ordre. En outre, la Banque vise une marge de manœuvre suffisante et une zone de confort supérieure à 25% lui permettant d'obtenir une notation AAA complète par les principales agences de notation de crédit.

  Le Ratio d'Adéquation du Capital a atteint 26,7% à fin juin 2024, en baisse par rapport à la fin de l'année 2023 (29,0%) en raison de l'augmentation du RWA résultant de l'activité cyclique du début de l'année liée aux portefeuilles d'activités de refinancement et d'investissement.

  Enfin, le risque de crédit représente l'essentiel de la consommation de capital, soit 95,3% à fin juin 2024, réparti entre le risque de crédit du portefeuille de prêts (68,2%) et celui des opérations de Finance (27,1%).

- Le **Ratio de *"Gearing"*** mesure l'encours de prêts divisé par les fonds propres[2], et établit ainsi un plafond en volume de l'activité de prêts de la Banque. Ce ratio est principalement destiné à servir de référence par rapport à d'autres BMD.

  Le plafond historique du Cadre d'Appétence pour le Risque est de 2,5. Toutefois, en avril 2023 le Conseil d'administration a approuvé une augmentation temporaire du ratio à 2,6 jusqu'à la fin de l'année 2023 ou jusqu'à l'entrée en vigueur de l'augmentation de capital, selon la première éventualité. L'augmentation de capital a pris effet en février 2024.

  Après que la Banque a géré activement les décaissements pour assurer le respect du ratio dans ce contexte d'augmentation de l'encours des prêts supérieure à la génération de capital interne (bénéfices), la réalisation de l'augmentation de capital a fait chuter ce ratio à 1,82 à fin juin 2024, après un pic à 2,54 à fin 2023. L'encours maximal possible des prêts est désormais de 30,2 milliards d'euros à fin juin 2024 (22,0 milliards d'euros à la fin de l'année 2023).

[1] Le capital prudentiel (E_P) comprend le capital appelé, les réserves, le résultat net et les gains / pertes non réalisés.
[2] Fonds propres de la CEB : capital souscrit, réserves et résultat net.

Levier

- Le **Ratio de Levier** est calculé en divisant les Capitaux propres prudentiels par la valeur d'exposition de tous les actifs et éléments hors-bilan. Il fournit un indicateur simple (considérant les montants bruts sans pondération) qui complète le Ratio d'adéquation des fonds propres et agit comme une limite à l'effet de levier excessif de la Banque. Ces deux ratios utilisent la même méthode de calcul d'exposition des dérivés (SA-CCR), et le même facteur de conversion de 50% pour le risque relatif aux éléments du hors bilan (engagements de financement). Le plancher du Cadre d'Appétence pour le Risque de la CEB établit son ratio à 7%, afin de garantir des fondamentaux financiers de premier ordre.
  À fin Juin 2024, le ratio de levier s'est établi à 9,4% (9,7% à fin 2023).
- Le **Ratio des Actifs de Trésorerie** compare le total des actifs financiers (titres, dépôts interbancaires, *"repo"* et comptes nostro, après l'impact de la juste valeur des swaps de couverture) aux capitaux propres prudentiels (E_p). Le plafond du Cadre d'Appétence pour le Risque est de cinq fois E_p, soit 18,9 milliards d'euros à fin juin 2024 (17,6 milliards à fin 2023).

  Le ratio s'établit à 3,92 à fin juin 2024, contre 3,24 à la fin de l'année 2023. La marge de manœuvre est encore suffisante pour accommoder à la fois les portefeuilles de titres et les dépôts.

Liquidité

- L'**Horizon de Survie *(Survival Horizon - SH)*** est l'indicateur clé de la gestion du risque de liquidité. Il s'agit de la période durant laquelle la Banque est en mesure de s'acquitter de ses obligations de paiement découlant des opérations commerciales en cours dans le cadre d'un scénario de crise sévère, sans avoir accès à de nouveaux financements et en utilisant ses actifs liquides disponibles. Le Cadre d'Appétence pour le Risque définit la limite minimale de cet indicateur à 12 mois.
  L'indicateur SH a atteint 23 mois en juin 2024 (17 mois à la fin de l'exercice 2023).
- Le **Ratio de Couverture des Liquidités *(Liquidity Coverage Ratio - LCR)*** vise à garantir que la Banque détient un volume suffisant d'actifs liquides de haute qualité *(HQLA)* pour survivre à une période de tensions importantes sur la liquidité d'une durée de 30 jours civils.

  Sa volatilité est due à la cyclicité et à l'ampleur des remboursements de dette (sorties) adossés à des remboursements de prêts interbancaires (entrées), ainsi qu'à l'effet du plafonnement des entrées à 75% des sorties.
  À fin juin 2024, le LCR a atteint 949% (un niveau élevé dû à des remboursements exceptionnellement faibles de la dette en juillet), et sa moyenne sur 12 mois a été de 496%. Les HQLA d'un montant de 4,5 milliards d'euros se composent de 26% de dépôts en banques centrales et de 74% en titres.

  Le niveau confortable reflète la caractéristique intrinsèque de la CEB de ne pas collecter de dépôts et l'absence d'accès à une banque centrale pour le refinancement en cas d'urgence.
- Le **Ratio de Financement Stable net *(Net Stable Funding Ratio - NSFR)*** compare le financement stable disponible *(ASF)* de la Banque au financement stable requis *(RSF)*. Des facteurs de pondération reflètent les différences entre les types de positions (contreparties financières vs non financières et maturité inférieure ou supérieure à un an).
  À fin juin 2024, le *NSFR* atteint 144% (contre 136% en décembre 2023), et sa moyenne mobile sur 12 mois était de 141%. Ce ratio de "liquidité à long terme" a bénéficié de l'augmentation des liquidités stables (émission de dette et augmentation de capital) enregistrée depuis juin 2023, supérieure au financement requis pour les augmentations d'actifs. Ces niveaux confortables témoignent d'une capacité de financement stable.

Risques de marché

- La **sensibilité de la Valeur Economique des Capitaux propres *(Economic Value of Equity - EVE)*** mesure la variation théorique de la valeur économique due à des chocs de taux d'intérêt. L'*EVE* est définie comme la valeur actuelle nette des flux de trésorerie attendus de tous les actifs et passifs, à l'exclusion des capitaux propres de la Banque. La CEB veille à ce que l'impact sur son EVE du choc de taux d'intérêt le plus sévère prescrit par la réglementation Bâle/UE ne dépasse pas, en valeur absolue, la limite de 20% des Capitaux propres prudentiels de la CEB.

  À fin juin 2024, cet indicateur a atteint -11,3%, bien en-deçà de sa limite. Le pire choc parmi les six proposés par l'*ABE* serait une hausse parallèle de 200 pb.
- La **Position Nette Ouverte** (***Net Open Position – NOP***) au comptant mesure, par devise, le total des actifs moins les passifs dans une devise étrangère, y compris les positions au bilan et hors bilan. Le plafond du Cadre de l'Appétence pour le Risque est, en valeur absolue, de 1 million d'euros en fin de mois par devise. Les limites ont été respectées tout au long du premier semestre 2024, comme en 2023.

Risque de Crédit dans l'activité Finances

La CEB définit des notations internes minimales à la date de négociation en dessous desquelles la Banque peut conclure des transactions avec des émetteurs, des débiteurs et des contreparties en fonction de l'échéance des investissements (dépôts et titres) et du type de contrepartie. Tout au long du premier semestre 2024, comme en 2023, les notations minimales à la date d'achat ont été respectées.

NOTE C - Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont présentés dans le tableau ci-dessous selon leurs règles d'évaluations comptables respectives.

Les conditions de décaissement des prêts sont équivalentes à celles pratiquées par d'autres institutions financières intervenant sur le marché des banques supranationales. En raison de son statut de créancier privilégié, la Banque ne cède pas ce type de créance.

En milliers d'euros

30 juin 2024	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres recyclables	À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables	Au coût amorti	Valeur nette comptable
Actif					
Caisse, avoirs auprès des banques centrales				1 161 934	1 161 934
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	309 887				309 887
Instruments financiers dérivés de couverture	1 654 553				1 654 553
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		3 105 501	1 481		3 106 982
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et autres créances				28 994 611	28 994 611
Titres de dette				2 287 971	2 287 971
Total de l'actif financier	**1 964 440**	**3 105 501**	**1 481**	**32 444 516**	**37 515 938**
Passif					
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	208 142				208 142
Instruments financiers dérivés de couverture	1 930 659				1 930 659
Passifs financiers au coût amorti					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle				60 125	60 125
Dettes représentées par un titre				31 391 917	31 391 917
Compte de dividendes sociaux				50 278	50 278
Total du passif financier	**2 138 801**			**31 502 320**	**33 641 121**

31 décembre 2023	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres recyclables	À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables	Au coût amorti	Valeur nette comptable
Actif					
Caisse, avoirs auprès des banques centrales				1 034 117	1 034 117
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	227 801				227 801
Instruments financiers dérivés de couverture	1 832 305				1 832 305
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		2 907 051	1 479		2 908 530
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et autres créances				25 954 585	25 954 585
Titres de dette				1 796 929	1 796 929
Total de l'actif financier	**2 060 106**	**2 907 051**	**1 479**	**28 785 631**	**33 754 267**
Passif					
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	349 156				349 156
Instruments financiers dérivés de couverture	1 762 881				1 762 881
Passifs financiers au coût amorti					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle				45 690	45 690
Dettes représentées par un titre				27 893 606	27 893 606
Compte de dividendes sociaux				35 747	35 747
Total du passif financier	**2 112 037**			**27 975 043**	**30 087 080**

NOTE D - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont composés essentiellement de titres de dette.

En milliers d'euros

	30/06/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Valeur brute comptable	3 224 980	3 001 489
Plus ou moins values latentes	(116 823)	(92 004)
Provisions pour dépréciation	(1 175)	(955)
Total	**3 106 982**	**2 908 530**

Actifs financiers au coût amorti

En milliers d'euros

	30/06/2024	30/06/2023
Prêts consentis aux établissements de crédit		
Valeur brute comptable	7 318 559	6 923 558
Provisions pour dépréciation	(4 098)	(3 822)
Valeur nette comptable	7 314 461	6 919 736
Prêts consentis à la clientèle		
Valeur brute comptable	14 818 477	14 703 894
Provisions pour dépréciation	(8 292)	(9 854)
Valeur nette comptable	14 810 185	14 694 040
Ajustement de la valeur des prêts couverts par des instruments dérivés	(1 147 108)	(1 036 762)
Total des prêts	**20 977 538**	**20 577 014**
Autres créances		
Comptes à vue - valeur brute comptable	7 748	6 174
Provisions pour dépréciation	(6)	(5)
Valeur nette comptable	7 742	6 169
Dépôts à terme - valeur brute comptable	8 010 731	5 372 264
Provisions pour dépréciation	(1 869)	(685)
Valeur nette comptable	8 008 862	5 371 579
Ajustement de la valeur des Dépôts à terme couverts par des instruments dérivés	469	(177)
Total des autres créances	**8 017 073**	**5 377 571**
Titres de dette		
Valeur brute comptable	2 288 482	1 797 332
Provisions pour dépréciation	(511)	(403)
Valeur nette comptable	2 287 971	1 796 929
Total des titres de dette	**2 287 971**	**1 796 929**

La répartition de l'encours nominal des prêts par pays de localisation de l'emprunteur est présentée dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros

Répartition par pays de localisation de l'emprunteur	30/06/2024	%	31/12/2023	%
Espagne	2 546 720	11,56	2 606 386	12,11
Pologne	2 068 644	9,39	2 143 988	9,96
France	1 739 621	7,90	1 748 593	8,12
Italie [1]	1 683 570	7,64	1 285 025	5,97
Türkiye	1 473 075	6,69	1 401 244	6,51
Allemagne [2]	1 448 930	6,58	1 316 299	6,11
République slovaque	1 148 260	5,21	1 161 327	5,39
Pays-Bas	1 089 309	4,94	983 781	4,57
Belgique	1 002 842	4,55	1 038 687	4,82
Lituanie	869 946	3,95	894 231	4,15
Serbie	769 743	3,49	677 586	3,15
Hongrie	697 889	3,17	723 488	3,36
République tchèque	663 096	3,01	691 571	3,21
Croatie	644 703	2,93	624 993	2,90
Finlande	625 525	2,84	595 260	2,76
Suède	546 829	2,48	563 707	2,62
Roumanie	515 610	2,34	526 629	2,45
Irlande	456 631	2,07	462 915	2,15
Chypre	316 425	1,44	299 051	1,39
Portugal	264 410	1,20	277 903	1,29
Grèce	218 500	0,99	218 833	1,02
Estonie	200 000	0,91	200 000	0,93
Slovénie	192 608	0,87	199 134	0,92
Bulgarie	178 243	0,81	180 215	0,84
Albanie	115 572	0,52	127 512	0,59
Bosnie-Herzégovine	100 088	0,45	101 324	0,47
Macédoine du Nord	89 481	0,41	94 741	0,44
Monténégro	87 023	0,40	93 794	0,44
Moldova (République de)	68 547	0,31	73 191	0,34
Islande	57 389	0,26	61 744	0,29
Kosovo	45 442	0,21	45 824	0,21
Géorgie	34 417	0,16	37 333	0,17
Malte	29 000	0,13	29 000	0,13
Lettonie	17 168	0,08	20 804	0,10
Andorre	14 010	0,06	14 220	0,07
Saint-Marin	8 000	0,04	8 200	0,04
Luxembourg [3]	2 600	0,01	1 100	0,01
Total	**22 029 868**	**100,00**	**21 529 634**	**100,00**

[1] dont 11,1 millions d'euros d'encours en faveur des Pays du Groupe Cible au 30 juin 2024 (31 décembre 2023 : 11,8 millions d'euros)
[2] dont 0,5 million d'euros d'encours en faveur des Pays du Groupe Cible au 30 juin 2024 (31 décembre 2023 : 1,0 million d'euros)
[3] dont 1,1 million d'euros d'encours en faveur des Pays du Groupe Cible au 30 juin 2024 (31 décembre 2023 : 1,1 million d'euros)

NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

En milliers d'euros

	30/06/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		
Comptes rémunérés	60 106	45 690
Dettes rattachées	19	
Total	**60 125**	**45 690**
Dettes représentées par un titre au coût amorti		
Emprunts obligataires	31 322 941	28 864 635
Euro Commercial Paper	1 426 928	
Dettes rattachées	217 325	289 306
Ajustement de la valeur des dettes représentées par un titre couvertes par des instruments dérivés	(1 575 277)	(1 260 335)
Total	**31 391 917**	**27 893 606**

NOTE F - Capital

La répartition du capital par État membre au 30 juin 2024 est présentée ci-dessous.

En milliers d'euros

Membres	Capital souscrit	Capital non appelé	Capital appelé	Pourcentage du capital souscrit
Allemagne	1 626 363	1 324 036	302 327	17,809%
France	1 626 363	1 324 036	302 327	17,809%
Italie	1 626 363	1 324 036	302 327	17,809%
Espagne	1 060 700	863 525	197 175	11,615%
Türkiye	388 299	345 197	43 102	4,252%
Pays-Bas	353 082	287 446	65 636	3,866%
Belgique	291 826	237 581	54 245	3,196%
Grèce	291 826	237 581	54 245	3,196%
Pologne	227 784	185 441	42 343	2,494%
Portugal	139 172	123 724	15 448	1,524%
Suède	139 172	123 724	15 448	1,524%
Norvège	123 937	100 898	23 039	1,357%
Bulgarie	110 924	90 304	20 620	1,215%
Roumanie	106 404	86 625	19 779	1,165%
Ukraine	101 902	90 591	11 311	1,116%
Danemark	89 667	79 712	9 955	0,982%
Irlande	85 796	69 848	15 948	0,939%
Hongrie	79 541	64 755	14 786	0,871%
République tchèque	76 432	62 224	14 208	0,837%
Finlande	69 786	62 039	7 747	0,764%
Luxembourg	61 686	50 219	11 467	0,675%
Suisse	53 824	43 229	10 595	0,589%
Serbie	45 892	37 362	8 530	0,503%
Croatie	37 963	30 906	7 057	0,416%
Chypre	35 309	28 746	6 563	0,387%
République slovaque	33 670	27 411	6 259	0,369%
Albanie	23 771	19 352	4 419	0,260%
Lettonie	22 746	18 519	4 227	0,249%
Macédoine du Nord	22 595	18 395	4 200	0,247%
Estonie	22 595	18 395	4 200	0,247%
Lituanie	22 356	18 201	4 155	0,245%
Slovénie	21 835	17 776	4 059	0,239%
Islande	18 015	14 666	3 349	0,197%
Malte	18 015	14 666	3 349	0,197%
Géorgie	17 539	14 279	3 260	0,192%
Monténégro	11 693	9 519	2 174	0,128%
Kosovo	11 648	9 483	2 165	0,128%
Bosnie-Herzégovine	9 689	8 614	1 075	0,106%
Andorre	8 747	7 121	1 626	0,096%
Saint-Marin	8 644	6 916	1 728	0,095%
Moldova (République de)	5 488	4 878	610	0,060%
Liechtenstein	2 921	2 374	547	0,032%
Saint-Siège	243	183	60	0,003%
Total au 30 juin 2024	**9 132 223**	**7 504 531**	**1 627 692**	**100,000%**
Total au 31 décembre 2023	**5 579 046**	**4 954 771**	**624 275**	**100,000%**

Le 2 décembre 2022, conformément à la Résolution 463 (2022), le Conseil de direction a approuvé une augmentation du capital souscrit de la Banque pour un montant maximum de 4,25 milliards d'euros, dont les États membres verseront un maximum de 1,20 milliard d'euros. L'augmentation de capital est devenue effective le 29 février 2024, dès lors que 69,47% des titres de participation offerts ont été souscrits (un minimum de 67% requis par la résolution). Au 30 juin 2024, 83,6% (3,6 milliards d'euros) ont été souscrits. La période de souscription court jusqu'au 31 décembre 2024.

NOTE G - Marge d'intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais).

La marge d'intérêts du premier semestre 2024 (non audité) et du premier semestre 2023 (non audité) est détaillée dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros

	2024	2023
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (*)	41 462	33 517
Instruments financiers dérivés de couverture	26 673	16 730
Sous-total	68 135	50 247
Prêts et autres créances au coût amorti (*)		
- Etablissements de crédit et banques centrales	285 934	215 738
- Clientèle	159 367	119 096
Instruments financiers dérivés de couverture	193 332	98 671
Sous-total	638 633	433 505
Titres de dette au coût amorti	31 408	24 914
Intérêts et produits assimilés	**738 176**	**508 666**
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	(10 242)	(10 358)
Dettes représentées par un titre au coût amorti	(306 460)	(233 935)
Instruments financiers dérivés de couverture	(321 812)	(176 518)
Sous-total	(628 272)	(410 453)
Autres intérêts et charges assimilées	(5 558)	(5 225)
Intérêts et charges assimilés	**(644 072)**	**(426 036)**
Marge d'intérêts	**94 104**	**82 630**

En milliers d'euros

(*) dont impact des taux négatifs :		
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	*(174)*	*(469)*
- Autres créances au coût amorti	*324*	*4 716*
	150	*4 247*

Les intérêts reçus et les intérêts payés sont regroupés par produit.

Les montants nets reçus sont classés dans le poste "Intérêts et produits assimilés" et les montants nets payés sont classés dans le poste "Intérêts et charges assimilées", indépendamment du classement du produit à l'actif ou au passif.

Ces montants nets par produit comprennent également les intérêts taux négatifs du produit concerné.

Les produits et les charges d'intérêts des dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les produits et charges des éléments couverts.